

Les Dossiers de l'ÉCONOMIE CORSE



BILAN ÉCONOMIQUE 2013

N° 15 mai 2014



INSEE
CORSE

La crise s'intensifie en 2013

L'année 2013 est marquée par l'arrivée décalée dans le temps des effets de la crise économique en Corse. Ces effets impactent plus la Haute-Corse que la Corse-du-Sud. Dans la région, l'emploi salarié marchand ralentit tout en restant positif, ce qui ne suffit pas à endiguer la dégradation du marché du travail. Le taux de chômage régional atteint ainsi 10 % de la population active et dépasse le taux national. La création d'entreprises est morose et la construction neuve de logements enregistre un net recul. En revanche, la fréquentation touristique des hôtels et des campings progresse, ce qui dynamise les transports de passagers, les trafics aériens en particulier.

En 2013, l'emploi salarié marchand non agricole croît à nouveau mais à un rythme moins soutenu que l'an passé (+ 0,3 %, après + 1,2 % en 2012). La situation est toutefois moins défavorable qu'au niveau national où l'emploi se replie de 0,3 %. Cette croissance est portée par les services marchands et l'industrie. Le commerce, quant à lui, s'affaiblit tandis que la construction perd massivement des emplois. La décélération de l'emploi, à l'œuvre depuis deux ans, est plus importante en Haute-Corse qui enregistre une décre de ses effectifs salariés.

Le chômage continue d'augmenter

Le taux de chômage régional continue, en 2013, sa progression amorcée début 2009 et s'établit à 10 % de la population active. Alors qu'il se stabilise au niveau national, il progresse en Corse de 0,3 point par rapport à l'année précédente et dépasse donc la moyenne nationale (9,8 %). La situation est plus préoccupante en Haute-Corse, avec un taux de 10,7 % (+ 0,4 point) contre 9,3 % en Corse-du-Sud (+ 0,2 point). Parallèlement, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégories ABC), progressent de 10,4 % par rapport à 2012. La Corse est ainsi la 1^{ère} région de métropole pour la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. La situation est particulièrement inquiétante pour les seniors et les chômeurs de plus d'un an d'ancienneté.

Situation maussade pour la démographie d'entreprises

La création d'entreprises amorce une nouvelle baisse en Corse en 2013 (- 4 %), après la stabilité de l'année précédente. Le net recul des créations d'auto-entreprises n'arrive pas à être compensé par la hausse globale des créations hors auto-entreprises. La région suit ainsi la tendance nationale. Au niveau des départements, la situation est toutefois contrastée : elle est moins

favorable en Corse-du-Sud qu'en Haute-Corse. Dans la région, les défaillances d'entreprises sont à nouveau en hausse.

La construction neuve de logement chute et les ventes reculent

Avec 4 200 permis de construire, le nombre de logements neufs autorisés à la construction diminue de 27 %, après une hausse l'année passée. Ce net recul est dû aux trois quart à la diminution des logements collectifs. La situation est défavorable dans les deux départements, mais c'est en Haute-Corse qu'elle se dégrade le plus. Les ventes globales de logements neufs subissent un nouveau repli, toutefois plus modéré qu'il y a un an, ce qui entraîne une baisse du stock de logements invendus. Parallèlement, les prix des maisons baissent tandis que ceux des appartements progressent légèrement.

Le tourisme bien orienté

La fréquentation des hôtels et des campings progresse de 8 %, après deux années consécutives de baisse. Cette croissance du nombre de nuitées est portée pour moitié par l'augmentation des touristes étrangers (Allemands et Italiens notamment). Toutefois, si la fréquentation des campings redémarre, celle des hôtels stagne suite à la désaffection de la clientèle française. En termes de transport, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse, croisiéristes compris, est stable : 8,2 millions. Les lignes aériennes progressent fortement, portées par l'essor des trafics Low Cost. En revanche, les lignes maritimes régulières et les trafics croisières continuent de perdre des voyageurs.

Alexandre BOURGEOIS

Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

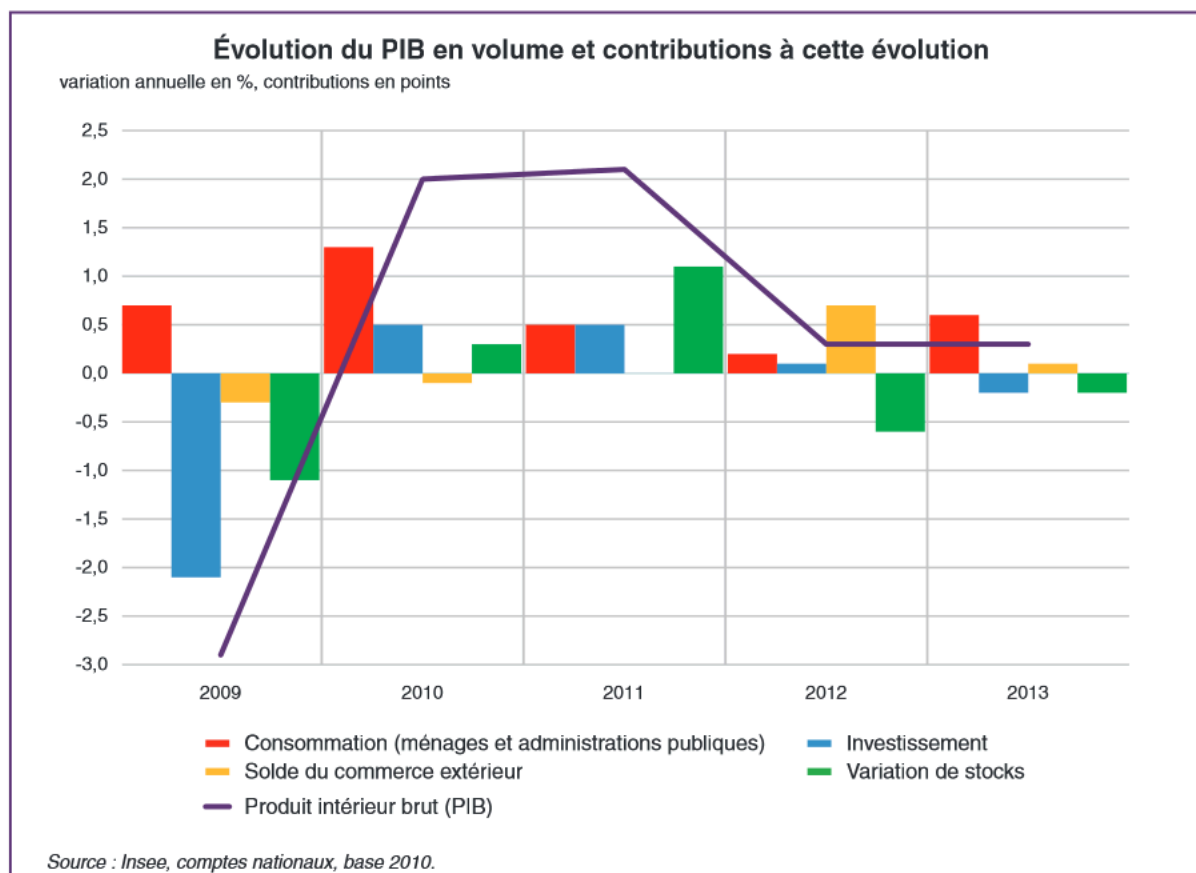
Ralentissement de l'activité mondiale

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+1,3 % après +1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement. Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

En France, l'économie n'accélère pas

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de +0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.



Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure. La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après +1,4 % en 2012). La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+2,6 % en 2013, après +2,8 % en 2012). L'investissement public progresse également, de 1,0 % après +1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières (ENF) se replie en 2013 (-0,9 % après +0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (-3,1 % après -2,2 %). Au total, l'investissement baisse de 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+0,3 %). Ainsi, la

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente(en %)			En milliards d'euros	2013 Contribution à la croissance du PIB en volume
	2011	2012	2013		
Produit intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	2 113,7	0,3
Importations	6,3	- 1,3	1,7	629,1	- 0,5
Consommation effective des ménages,	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,4
dont :					
- dépense des ménages	0,4	- 0,5	0,2	1 126,4	0,1
- dépense individualisable des administrations	1,4	1,8	2,1	328,6	0,3
Consommation collective des administrations publiques	0,4	1,5	1,6	181,3	0,1
Formation brute de capital fixe,	2,1	0,3	- 1	466,9	- 0,2
dont :					
- entreprises non financières	3,9	0,1	- 0,9	251,2	- 0,1
- ménages	1	- 2,2	- 3,1	107,9	- 0,2
- administrations publiques	- 4,4	1,6	1	85,6	0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,1	- 0,6	- 0,2	- 1,7	- 0,2
Exportations	6,9	1,1	2,2	597,8	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à +0,4 point, après +0,3 point en 2012.

Par branche, l'activité de l'industrie manufacturière recule une nouvelle fois en 2013 (-0,8 % après -2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+1,2 % en 2013 après +2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (-1,4 % après -1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+0,7 % après +0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+1,5 % après +1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre inflation. La consommation progresse faiblement (+0,2 %) après avoir reculé en 2012 (-0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (-0,8 %) après la chute de 2012 (-1,5 %).

Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (-0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (-0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (9,9 % après 9,4 %).

Laurent Clavel,
direction des études et synthèses économiques, Insee

En 2013, en Corse, l'emploi salarié marchand non agricole continue à croître mais à un rythme moins soutenu que l'an passé. Cette croissance est portée par les services marchands et l'industrie. Le commerce, quant à lui, s'affaiblit tandis que la construction perd massivement des emplois. La décélération de l'emploi, à l'œuvre depuis deux ans, est plus importante en Haute-Corse qui enregistre une décline de ses effectifs salariés.

En 2013, la dégradation de la conjoncture perdure au niveau de l'hexagone comme au niveau régional. En Corse, cela se traduit par un ralentissement des évolutions de l'emploi salarié marchand non agricole. Celui-ci progresse légèrement de 0,3 %, après + 1,2 % en 2012. Sur l'année 2013 quelques 160 emplois ont ainsi été créés dans la région, contre près de 800 un an auparavant. La situation est toutefois moins défavorable qu'au niveau national où l'emploi se replie de 0,3 %.

Un contraste départemental défavorable à la Haute-Corse

L'année 2011 marque une rupture entre les deux départements insulaires, laissant

apparaître une situation du marché de l'emploi plus favorable en Corse-du-Sud qu'en Haute-Corse. En 2013, la Haute-Corse enregistre un recul de l'emploi de 0,4 %, contre + 0,7 % un an auparavant. Le chômage y est également plus important, le taux de chômage y atteignant 10,7 %, soit 1,4 point de plus qu'en Corse-du-Sud. Si la création d'emplois y reste positive, la Corse-du-Sud n'est pas moins concernée par une décélération du rythme des créations. L'emploi y progresse de 0,9 % contre + 1,7 % un an plus tôt.

La relative résistance de l'emploi au niveau régional doit cependant être nuancée. Les gains d'emploi se déploient autour des services marchands qui regroupent près de la moitié des emplois salariés insulaires et de l'industrie, qui, à l'inverse, ne représente que 10 % de l'emploi régional. Le commerce reste quant à lui relativement stable et la construction est fortement affectée.

Un dynamisme modéré dans les services marchands

En 2013, avec près de 400 emplois supplémentaires, les services marchands représentent le premier secteur créateur d'emplois au niveau régional, soit une hausse de 1,2 % sur un an. Pour autant, ils contribuent moins qu'antérieurement à la progression des effectifs salariés (+ 2,3 %). Contrairement aux autres secteurs d'activité, l'évolution annuelle y est positive dans les

Emploi salarié des secteurs principalement marchands

en %

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au 2013 T4 (en milliers)		Glissement annuel		Glissement annuel moyen sur 5 ans (1)	
	Corse	Corse	France métropolitaine	Corse	France métropolitaine	
Industrie	6,5	1,5	- 1,6	2,3	- 2,2	
Industrie agro-alimentaire	2,4	3,0	- 0,6	2,1	- 0,5	
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	1,8	- 1,3	- 0,3	4,4	0,2	
Biens d'équipement	0,1	- 2,1	- 1,8	- 3,7	- 2,9	
Matériels de transport	0,2	7,1	- 2,1	- 1,5	- 2,1	
Autres branches industrielles	1,9	2,1	- 2,1	1,7	- 3,1	
Construction	11,2	- 2,8	- 1,8	2,0	- 1,0	
Tertiaire marchand	46,9	0,8	0,4	1,6	0,1	
Commerce	15,9	0,1	- 0,4	0,8	- 0,2	
Transports	6,7	- 0,1	- 0,3	0,6	- 0,2	
Hébergement - restauration	8,5	1,7	- 0,4	3,5	0,9	
Information - communication	1,2	- 1,0	0,5	- 0,7	0,4	
Services financiers	2,4	3,7	0,3	3,3	0,2	
Services immobiliers	1,0	3,4	- 0,6	3,2	- 0,9	
Services aux entreprises	7,1	0,4	0,8	2,8	1,1	
Services aux ménages	3,8	3,7	0,6	- 1,1	0,9	
Intérim	0,2	- 13,6	6,5	19,6	- 4,6	
Total	64,6	0,3	- 0,2	1,7	- 0,5	

Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Emploi salarié par département et par secteur

en %

	Emploi salarié au T4 2013		Glissement annuel				Total
	(en milliers)	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Corse-du-Sud	33,5	3,2	- 1,4	1,1	0,6	- 13,6	0,9
Haute-Corse	31,2	- 0,4	- 4,3	0,6	- 0,3	- 13,6	- 0,4
Corse	64,6	1,5	- 2,8	0,8	0,1	- 13,6	0,3

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

deux départements de la région (Corse-du-Sud : + 1,3 % et Haute-Corse : + 1,1 %).

Cette croissance d'ensemble reflète cependant des résultats sectoriels contrastés. En rapport avec une saison estivale en légère hausse, l'emploi dans l'hébergement-restauration augmente de 1,7 %. Il s'agit là encore d'une tendance modérée au regard de l'année antérieure (+ 3,1 %) et davantage profitable à la Corse-du-Sud (+ 2,5 %) qu'à la Haute-Corse (+ 0,6 %).

Autres secteurs porteurs de la croissance de l'emploi en 2013 : les services aux ménages et aux entreprises ainsi que les services financiers et immobiliers. Seuls deux secteurs enregistrent des pertes d'emplois : les activités de transports et celles d'information et communication.

Une tendance favorable pour l'emploi industriel

En 2013, avec une centaine d'emplois supplémentaires, soit une progression de 1,5 %, le secteur industriel crée à nouveau des emplois après avoir connu une période de stabilité en 2012. Ce regain de dynamisme est imputable à la Corse-du-Sud où l'emploi industriel croît de 3,2 % tandis qu'il diminue en Haute-Corse de 0,4 %.

En Corse-du-Sud, la création d'emploi est surtout portée par l'industrie agroalimentaire (+ 5,4 %). En Haute-Corse, cette activité progresse plus modérément : + 1,1 %, la plupart des autres activités industrielles y perdent des emplois.

Le commerce parvient à peine à maintenir ses effectifs

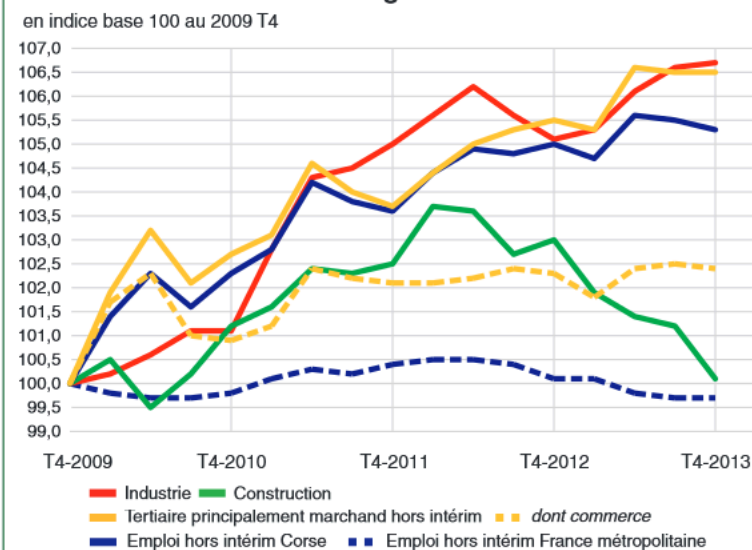
Le ralentissement constaté en 2012 se prolonge en 2013 dans le commerce et la réparation d'automobiles. Le secteur maintient une faible croissance annuelle de 0,1 % comme un an auparavant soit une vingtaine d'emplois supplémentaires. Le département de Haute-Corse pâtit de ce contexte peu porteur en perdant 0,3 % de ses emplois tandis que la Corse-du-Sud affiche un gain de 0,6 %.

La construction essuie les pertes les plus lourdes

Véritable moteur de l'emploi insulaire pendant de nombreuses années, la construction subit un déclin depuis 2009 qui s'accélère en 2013. Sur l'année, les effectifs chutent de 2,8 %, soit environ 320 emplois en moins. Cette détérioration impacte plus fortement la Haute-Corse qui accuse près des trois quarts des pertes régionales. En termes d'évolution annuelle de l'emploi, cela se traduit pour la Haute-Corse par une baisse de 4,3 % contre 1,4 % pour la Corse-du-Sud. Par ailleurs, on observe depuis 2010 un fort développement du recours aux salariés étrangers détachés dont les effectifs passent de 1 070 en 2010 à 2 750 en 2013, le secteur de la construction représentant les trois quarts de ces salariés détachés dans la région (source Direccte).

Valérie TORRE

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Corse



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

La Corse enregistre la plus forte hausse régionale des demandeurs d'emplois

Fin 2013, le taux de chômage régional continue la progression amorcée début 2009 et s'établit à 10 % de la population active. Le marché du travail se dégrade à un rythme plus soutenu qu'au niveau national avec une situation particulièrement inquiétante pour les seniors et les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an. Le nombre de sorties de Pôle emploi progresse mais pas suffisamment pour compenser la hausse des inscriptions.

Reparti à la hausse depuis 2009, le taux de chômage poursuit sa croissance régulière en 2013 pour atteindre 10 % de la population active au 4^e trimestre de l'année. Alors qu'il se stabilise au niveau national, il progresse en Corse de 0,3 point par rapport à l'année précédente et dépasse donc la moyenne nationale (9,8 %). La Corse se place ainsi en 8^e position des régions métropolitaines où le taux de chômage est le plus haut.

Le chômage évolue défavorablement dans les deux départements de l'île mais la situation reste plus

préoccupante en Haute-Corse avec un taux de 10,7 % (+ 0,4 point) contre 9,3 % en Corse-du-Sud (+ 0,2 point).

Plus de 21 700 demandeurs d'emploi en Corse

En 2013, le marché du travail corse continue de se dégrader plus fortement qu'à l'échelle nationale. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, sans emploi ou en activité réduite (catégories ABC), progresse de 10,4 % sur un an contre 6,1 % au niveau national. Fin décembre, ce sont donc 21 705 personnes qui recherchent activement un emploi, soit 2 050 demandeurs d'emploi de plus qu'à la même période de 2012. La Corse est la 1^{ère} région de métropole en termes de progression du nombre de demandeurs d'emploi.

Contrairement à l'année précédente, la situation se dégrade davantage en Haute-Corse (+ 12,4 %) qu'en Corse-du-Sud (+ 8,4 %) avec un différentiel de 4 points entre les deux départements.

Les hommes plus touchés par la dégradation

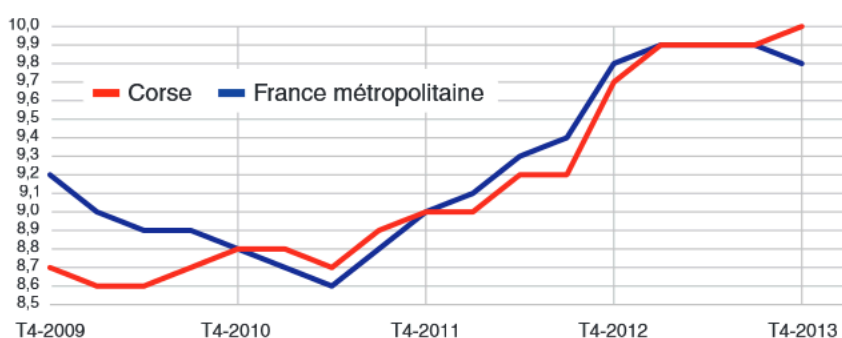
Liée en partie aux pertes d'emploi dans le secteur de la construction, la demande d'emploi des hommes augmente, comme en 2012, à un rythme plus soutenu que celui des femmes. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi masculins progresse de 12,5 % (soit 1 100 demandeurs d'emploi supplémentaires) contre + 8,8 % pour leurs homologues féminins. Toutefois, les femmes restent majoritaires parmi les demandeurs d'emploi avec une part de 54 %, alors que le niveau national affiche une parité parfaite.

Les seniors et les chômeurs de longue durée particulièrement impactés

En 2013, sous l'effet notamment du dispositif des emplois d'avenir, le rythme de progression

Évolution trimestrielle du taux de chômage

en % de la population active



Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Taux de chômage

en % de la population active

	2012 T4	2013 T1	2013 T2	2013 T3	2013 T4 (p)	Évolution 2013T4/2012T4 (en points de %)
Corse-du-Sud	9,1	9,2	9,2	9,2	9,3	0,2
Haute-Corse	10,3	10,5	10,5	10,6	10,7	0,4
Corse	9,7	9,9	9,9	9,9	10,0	0,3
France métropolitaine	9,8	9,9	9,9	9,9	9,8	0,0

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Avertissement

Les séries de taux de chômage localisés sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). À partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétro-polées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

s'atténue pour les jeunes demandeurs d'emploi avec + 2,7 % sur un an contre + 5,5 % en 2012. En revanche, il s'accélère pour les personnes âgées entre 25 et 49 ans et les seniors. Ces derniers progressent de 19,3 % par rapport à 2012 (soit 730 demandeurs d'emploi seniors de plus) contre + 11,5 % au niveau France métropolitaine. Cette évolution s'explique en partie par l'élévation de l'âge de départ à la retraite et la suppression de la dispense de recherche d'emploi entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Autre public particulièrement impacté par cette dégradation : les demandeurs d'emploi de longue durée. Fin 2013, 4 920 demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi, en progression de 21,6 %, soit 870 chômeurs de longue durée supplémentaires. Certes, leur part dans la demande d'emploi (1 demandeur d'emploi sur 4) est bien moins élevée qu'en moyenne nationale (4 sur 10) mais il n'en demeure pas moins qu'elle a progressé de 5 points en 5 ans.

Les inscriptions à Pôle emploi progressent pour la 5^e année consécutive

Depuis 2009, les inscriptions à Pôle emploi ne cessent de progresser. Ainsi, en 2013, les entrées augmentent de 3,5 % sur un an (1 075 demandes d'emploi de plus qu'en 2012). Mis à part les fins de mission d'intérim et les reprises d'activité, tous les motifs d'entrées sont en hausse annuelle.

Les premières inscriptions se démarquent par une très forte hausse, avec 1 360 demandeurs d'emploi qui se sont inscrits pour la première fois à Pôle emploi en 2013, soit 350 nouvelles inscriptions (+ 34,5 % par rapport à 2012).

La fin de contrat à durée déterminée reste le principal motif d'inscription (4 demandes d'emploi sur 10) et progresse de 5,1 % sur un an (+ 684 demandes). Parallèlement, sur de plus petits chiffres, les inscriptions suite à un licenciement (8 % des demandes) progressent légèrement mais celles justifiées par une rupture conventionnelle augmentent de près de 30 %, avec 2 270 entrées pour ce motif (520 entrées pour ruptures conventionnelles de plus qu'en 2012).

Hausse des sorties pour reprises d'emploi malgré une conjoncture dégradée

Sur l'ensemble de l'année 2013, 29 820 demandeurs d'emploi sont sortis de Pôle emploi pour différentes raisons. En hausse de 2,8 % sur un an, les sorties progressent moins vite que les inscriptions enregistrées sur la même année et ne permettent donc pas d'endiguer la dégradation du marché du travail. Néanmoins, malgré une conjoncture défavorable, les sorties pour reprise d'emploi continuent de progresser : + 6,7 % sur un an, soit près de 600 sorties de plus qu'en 2012. Ce motif reste ainsi, avec les cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation, l'un des principaux motifs de sortie (30 % des sorties).

Céline MAÏSANI

DIRECCTE de Corse

Service Statistiques Etudes et Veille Economique

GIP Corse compétences

Observatoire Régional Emploi Formation

Demandeurs d'emploi en fin de mois

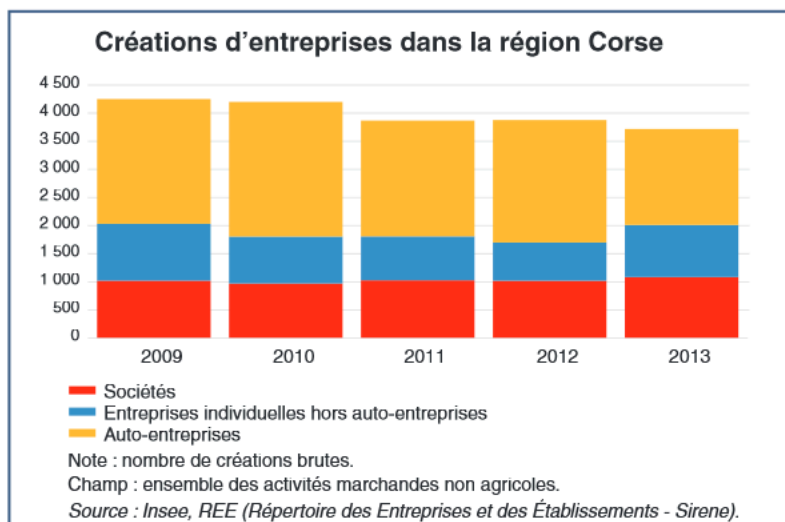
	Demandeurs d'emploi au 31/12/2013 (en milliers)		Évolution sur un an (en %)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	9,9	8,9	12,5	12,0
Femmes	11,8	9,8	8,8	9,1
Moins de 25 ans	3,6	3,2	2,7	3,1
25 à 49 ans	13,6	11,6	9,9	10,2
50 ans ou plus	4,5	3,9	19,3	18,6
Inscrits depuis plus d'un an	4,9	nd	21,6	nd
Corse	21,7	18,7	10,4	10,5
France métropolitaine	4 974,4	3 372,0	6,1	5,6

nd : données non disponibles.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

En 2013, la création d'entreprises amorce une nouvelle baisse en Corse après la stabilité de 2012. Le net recul des créations d'auto-entreprises n'arrive pas à être compensé par la hausse globale des créations hors auto-entreprises. La région suit ainsi la tendance nationale. Au niveau des départements, la situation est toutefois très contrastée. Elle est moins favorable en Corse-du-Sud qu'en Haute-Corse. Les défaillances d'entreprises continuent de progresser dans des proportions identiques à celles de 2012.



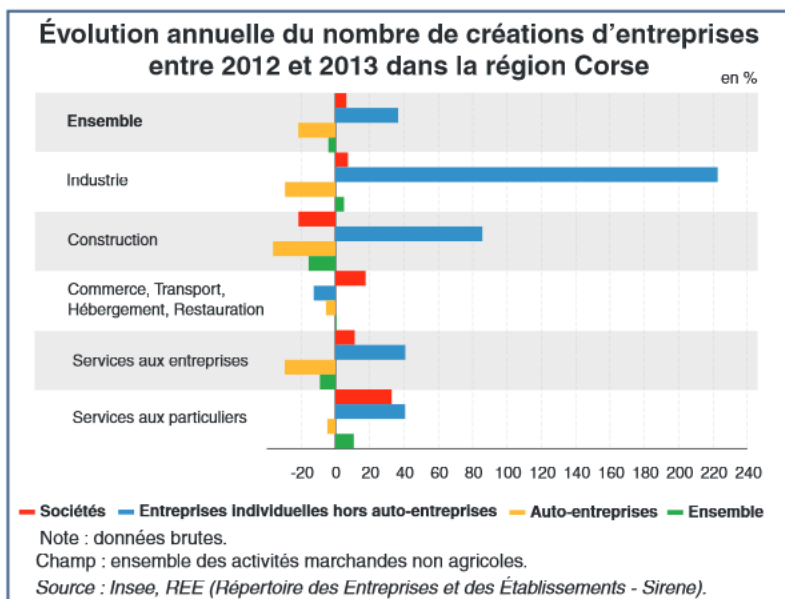
Dans l'ensemble du secteur marchand non agricole, 3 719 nouvelles entreprises ont été créées en Corse en 2013, après 3 878 en 2012. Le nombre total de créations d'entreprises diminue ainsi de 4 % sur un an, après une stabilité en 2012, et un recul de 8 % en 2011. En France métropolitaine, la tendance est également à la baisse cette année avec - 2% de nouvelles entreprises.

Net recul des créations d'auto-entreprises

Après cinq ans d'existence, le statut d'auto-entrepreneur perd de son attractivité. Il est plus nettement en perte de vitesse en Corse que sur le continent. Ainsi, en 2013, le nombre de créations d'auto-entreprises repart à la baisse : avec 1 710 nouvelles auto-entreprises, il chute de 22 % sur un an (- 472 créations), après une hausse de 6 % en 2012 et un recul de 14 % en 2011. Cette année, les nouvelles immatriculations sous ce régime représentent seulement 46 % des demandes de créations (56 % en 2012).

En revanche, le nombre de créations hors auto-entreprises progresse de 18,5 % dans la région, soit 313 créations supplémentaires. Cette augmentation est surtout due aux entreprises individuelles en hausse de 36,5 % sur un an (+ 248 créations). Le nombre de société progresse plus modérément.

Au niveau national, la baisse des auto-entreprises est beaucoup moins marquée qu'en Corse : - 10 %. La progression des créations hors auto-entreprises y est aussi plus faible (+ 9 %). Cette hausse est imputable aux nouvelles entreprises individuelles (+ 27 %), les créations de sociétés étant stables. Les nouvelles immatriculations hors auto-entreprises augmentent aussi dans la plupart des régions.



Créations d'entreprises par département

	Sociétés		Entreprises individuelles		Régime d'auto-entrepreneur		Ensemble	
	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Créations en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	
Corse-du-Sud	-2,9	-20,3	-5,5	-	1 800	-7,0	-	
Haute-Corse	17,3	78,9	-38	-	1 919	-1,2	-	
Corse	6,4	36,5	-21,6	-	3 719	-4,1	-	
France métropolitaine	-0,3	27,3	-10,3	-	520 997	-1,9	-	

Note : données brutes.
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Fortes disparités départementales

La baisse de l'ensemble des créations d'entreprises se retrouve dans les deux

départements insulaires. Elle est cependant plus marquée en Corse-du-Sud qu'en Haute-Corse (respectivement - 7 % et - 1 %). La situation est, de plus, très contrastée selon les départements. En Corse-du-Sud, tous les types d'entreprises enregistrent un recul des créations. Les auto-entreprises, avec 60 immatriculations de moins, baissent de 5,5 %. Les créations hors auto-entreprises diminuent aussi, de 9 % (- 75 unités), suite au recul des entreprises individuelles et des sociétés. En Haute-Corse, les créations d'auto-entreprises chutent de 38 %, soit 412 immatriculations de moins sur un an. En revanche, les créations hors auto-entreprises progressent de 45 %, soit 388 unités de plus, portées par l'essor des entreprises individuelles et la forte hausse des sociétés. Ces fortes disparités d'évolutions entre les départements traduisent probablement des comportements différents des créateurs d'entreprises vis à vis du statut choisi, notamment dans l'artisanat.

La progression des entreprises individuelles concerne surtout les secteurs de la construction et de l'industrie. Dans la construction toutefois, elle n'arrive pas à compenser la forte baisse des autres types d'entreprises. Parallèlement, les sociétés progressent dans les services aux particuliers et le « commerce, transports hébergement, restauration ».

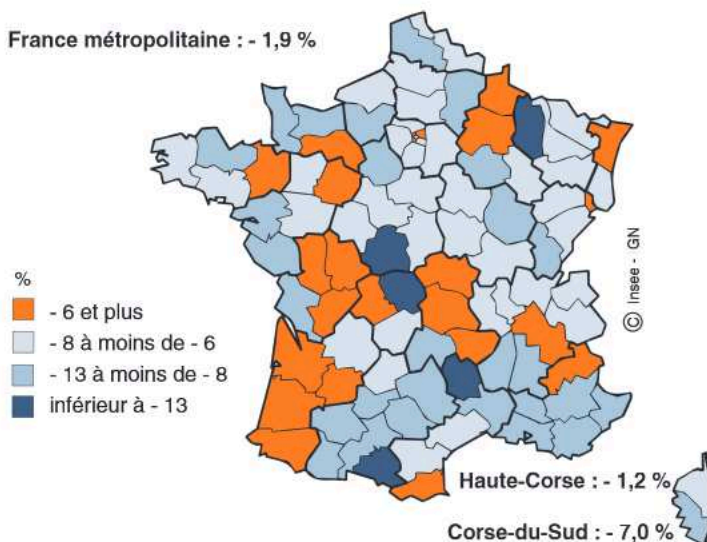
Le nombre de défaillances poursuit sa hausse

En 2013, le nombre de défaillances d'entreprises augmente, comme en 2012, suite à deux années consécutives de recul. La Corse enregistre 355 défaillances contre 326 en 2012, soit de 8 % de plus. Les deux départements sont touchés par cette dégradation, plus particulièrement la Corse-du-Sud qui enregistre 11 % de hausse contre 7 % en Haute-Corse. Au niveau national, le nombre de défaillances progresse aussi mais plus faiblement, avec + 2 %.

En Corse, les secteurs de la construction et du « commerce, transport, hébergement-restauration » regroupent respectivement 37 % et 36 % des défaillances en 2013. Elles progressent le plus dans la construction, + 37 %.

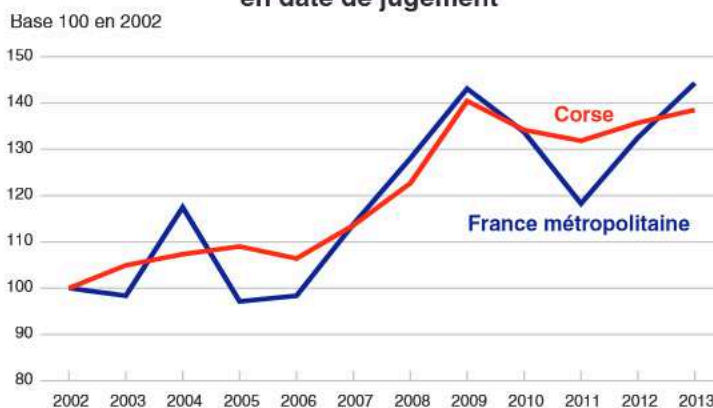
Valérie FERRE,
Rolande VALÉRY

Evolution de l'ensemble des créations d'entreprises entre 2012 et 2013 par département



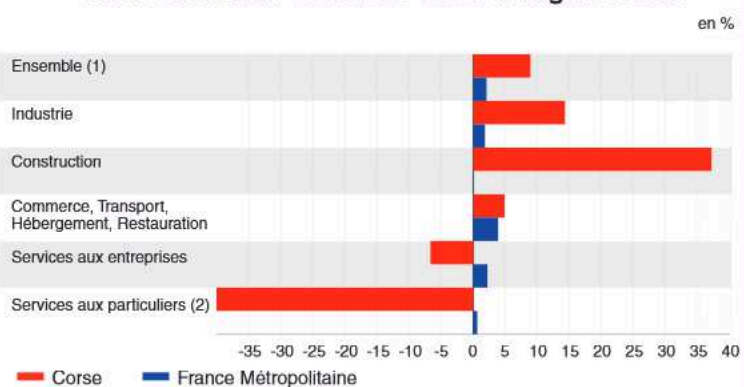
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Évolution des défaillances d'entreprises en date de jugement



Source : Banque de France, Fiben (extraction du 7/2/14).

Évolution sur un an des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité dans la région Corse



(1) : y compris agriculture.

(2) : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 7/2/14).

La construction neuve de logements repart à la baisse et les ventes reculent à nouveau

En 2013, le nombre de logements autorisés est en baisse, après une hausse en 2012. Ce recul est surtout dû à la diminution des logements collectifs. La situation est défavorable dans les deux départements, mais c'est en Haute-Corse qu'elle se dégrade le plus. Les ventes globales de logements neufs subissent un nouveau repli, toutefois plus modéré qu'il y a un an, ce qui entraîne une baisse du stock de logements invendus. Parallèlement, les prix des maisons diminuent tandis que ceux des appartements progressent légèrement.

En 2013 en Corse, avec 4 200 permis de construire, le nombre de logements autorisés à la construction repart à la baisse. Il chute de 27 % par rapport à 2012, soit 1 565 logements de moins sur un an, après une hausse de 7 % en 2012. Cette baisse est due aux trois quarts à la chute du nombre de logements collectifs et en résidence. En effet, celui-ci se replie de 38 % sur un an, soit - 1 220 logements, faisant néanmoins suite à une hausse de 16 % en 2012. Les logements individuels continuent de diminuer : - 13 %, soit - 340 logements (après - 2 % en 2012).

L'évolution du nombre de logements autorisés place la Corse à l'avant-dernier rang des régions métropolitaines (juste devant la Bourgogne). Seules trois régions sont en hausse en 2013 (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Nord-Pas-de-Calais). En France

métropolitaine, les logements autorisés demeurent en recul, avec - 11 % en 2013 et - 6 % en 2012.

Fort recul des logements autorisés en Haute-Corse

L'orientation défavorable de la construction neuve en Corse en 2013 est tirée par un repli important en Haute-Corse qui concentre les trois quarts de la baisse annuelle régionale des logements autorisés. Dans le département, leur nombre chute en effet de 35,5 % (après + 16 % en 2012). Cette baisse est due en grande partie à l'effondrement des logements collectifs : - 49 %. Les logements individuels diminuent plus modérément, de 14%.

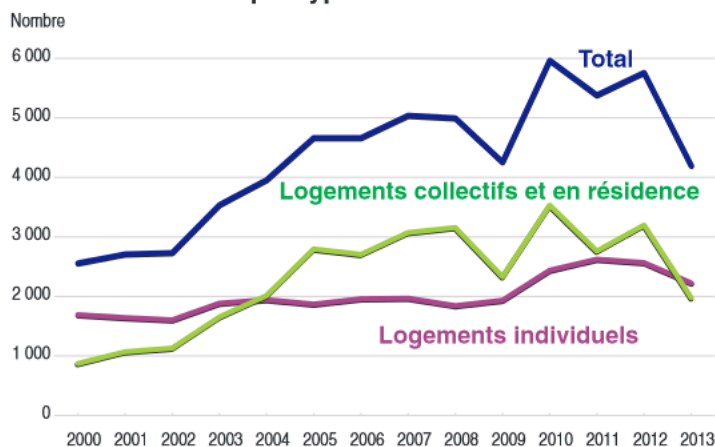
En Corse-du-Sud, le recul fait suite à une année 2012 également en repli. Le nombre de logements autorisés baisse de 16 % (après - 3 % en 2012). Ce retrait est dû aussi, pour une grande part, aux logements collectifs qui diminuent de 19,5 %. Les logements individuels baissent de 13 %.

Ces évolutions annuelles des logements autorisés placent la Haute-Corse au 90^e rang et la Corse-du-Sud au 52^e rang des 96 départements métropolitains. Parmi ceux-ci, seuls 20 affichent des hausses.

La commercialisation des logements neufs à nouveau défavorable

En 2013, la commercialisation de logements neufs en Corse enregistre un repli annuel plus modéré que l'année précédente. Le nombre de logements neufs

Evolution du nombre de logements autorisés par type en Corse



Note : données brutes, en date réelle (extraction du 08/04/2014).
Source : SOeS, Sit@del2.

Logements autorisés par département

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total		
	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2013/2007 (1)
Corse-du-Sud	1 123	- 12,8	959	- 19,5	2 082	- 16,0	2,9
Haute-Corse	1 101	-13,9	1 017	- 49,3	2 118	- 35,5	2,5
Corse	2 224	- 13,4	1 976	- 38,2	4 200	- 27,1	2,7
France métropolitaine	171 851	- 10,9	209 512	- 11,6	381 363	- 11,3	- 2,2

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes, en date réelle.

Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2.

mis en vente diminue de 8 %, faisant suite à une forte baisse de 31 % en 2012. Le nombre de logements neufs vendus recule de 3 % (après - 27 % en 2012). Ainsi, le stock de logements disponibles en fin d'année atteint 1 465 logements, en baisse annuelle de 11 % (- 180 logements par rapport au record de fin 2012). Le stock d'invendus demeure très élevé fin 2013, se situant à la 2^e place sur les quinze dernières années.

Ces évolutions de la commercialisation des logements neufs confirment les anticipations globalement pessimistes pour la conjoncture du secteur en 2013, en Corse comme au niveau national. En effet, en France métropolitaine, l'orientation est similaire et même un peu plus prononcée. Le recul des mises en ventes atteint 17 % (après - 4 % en 2012). Les ventes diminuent de 1 % (soit une 3^e année de baisse). Enfin, le stock d'invendus en fin d'année croît de 5 %, c'est la troisième année consécutive de hausse.

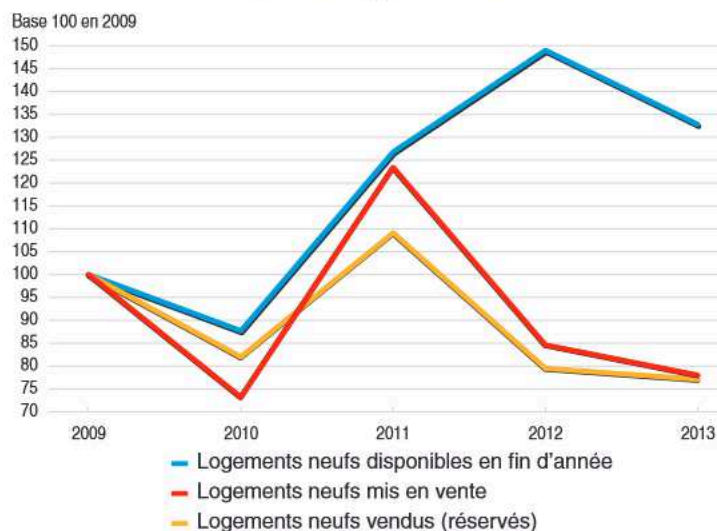
Hausse des ventes de maisons neuves conjuguée à une baisse des prix

En 2013, les ventes de maisons neuves croissent de 18,7 % en Corse. Il s'agit de la 1^{ère} hausse après trois ans de repli. Le prix moyen par maison recule, quant à lui, de 27,6 %, soit environ - 115 000 €, pour atteindre 302 000 € en moyenne (après + 34,2 % en 2012).

En France métropolitaine, les ventes de maisons neuves suivent une tendance similaire bien que moins prononcée, avec une hausse des ventes de 1,8 % (après trois années de baisse). Le prix moyen par lot diminue de 1,4 %, soit environ - 3 530 €, pour atteindre 247 000 € en moyenne (après + 1,7 % en 2012).

Cette année, la Corse retrouve le 2^e rang des régions les plus chères pour le prix moyen par maison, après l'Île-de-France (en 2012 elle était en première position). Par ailleurs, elle affiche la plus forte baisse annuelle du prix moyen par lot, ce prix ayant tout de même subi une forte hausse en 2012.

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Corse



Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers : France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

Baisse des ventes d'appartements conjuguée à une croissance modérée des prix

En 2013, les ventes d'appartements neufs baissent à nouveau, de 4,4 % (après - 26,1 % en 2012). Le prix moyen au mètre carré croît de 3,5 %, soit environ + 120 €, pour atteindre près de 3 500 € (après + 6,5 % en 2012).

En France métropolitaine, les ventes d'appartements neufs demeurent aussi en recul (- 1,7 %, après - 15,2 % en 2012). Le prix moyen au mètre carré est stable et atteint 3 870 € (après + 5,6 % en 2012).

En termes de niveau de prix moyen au mètre carré en 2013, la Corse garde le 9^e rang des régions, l'Île-de-France demeurant première (4 668 €/m²).

Laurent APICELLA

Ventes des maisons et des appartements neufs

en %

	Corse			France métropolitaine		
	En 2013 (nombre ou prix en euro)	Evolution 2012/2007	Evolution moyenne annuelle 2012/2007 (2)	En 2013 (nombre ou prix en euro)	Evolution 2012/2007	Evolution moyenne annuelle 2012/2007 (2)
Maisons neuves						
Nombre de ventes (1)	108	18,7	2,9	8 686	1,8	- 12,3
Prix moyen par maison	301 828	- 27,6	1,7	247 085	- 1,4	0
Appartements neufs						
Nombre de ventes (1)	1 376	- 4,4	- 4,7	79 035	- 1,7	- 6,2
Prix moyen au m ²	3 492	3,5	2,3	3 869	- 0,1	3,4

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes.

(2) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

La forte hausse de l'aérien compense le recul du maritime

En 2013, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse, croisiéristes compris, est stable : 8,2 millions. Les trafics croisières reculent à nouveau tandis que les lignes régulières et charter repartent globalement à la hausse, avec 7,5 millions de passagers au départ et à l'arrivée. Cette année, elles bénéficient d'une croissance des trafics sur l'étranger. Les lignes aériennes progressent fortement, portées par l'essor des trafics Low Cost. En revanche, les lignes maritimes continuent de perdre des voyageurs. Par ailleurs, les trafics de marchandises subissent une nouvelle baisse.

En 2013, les trafics aériens et maritimes sur lignes régulières et charter (hors croisières) progressent de 1,4 % après s'être stabilisés en 2012. Avec 7,5 millions de passagers, ils retrouvent quasiment leur meilleur niveau historique de 2010 ; 74 % de ces trafics annuels sont traités au cours de la saison estivale, de mai à septembre. En raison d'un nouveau recul du nombre de croisiéristes, l'ensemble des trafics passagers dans les ports et aéroports de Corse est stable

par rapport à 2012, avec 8,2 millions de voyageurs. Les croisières subissent une perte de 35 % de passagers en deux ans. Sur les lignes régulières et charter, les trafics français se maintiennent tandis que les étrangers repartent à la hausse. Ils augmentent de 5 % après deux années de dégradation.

Nouveau recul du maritime

Pour la troisième année consécutive, les trafics maritimes sont orientés à la baisse. Avec 4,3 millions de passagers, ils diminuent de 3 %, impactés par le recul sensible des lignes françaises de 5 %, les lignes italiennes étant en légère hausse.

A l'exception du port de L'Île-Rousse, qui progresse de 16 % et enregistre un record historique de fréquentation, et de Bonifacio en hausse de 2 %, l'ensemble des ports corses enregistre une baisse de trafic en 2013. Très modérée à Bastia (- 0,5 %), elle est plus sévère à Ajaccio (- 8 %). Côté continent français, les ports de Marseille et de Nice perdent chacun 6 % de voyageurs, celui de Toulon cède seulement 2 %.

En 2013, la ligne Bastia – Toulon devient la ligne maritime la plus fréquentée avec 552 800 passagers. On notera cette année l'ouverture de lignes saisonnières entre Bastia et Porto Ferraio et Piombino opérées par la Corsica Ferries et assurées par Navires à grande vitesse (NGV).

8,2 millions de passagers dans les ports et aéroports de Corse

Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2013
Nombre de passagers au départ et à l'arrivée

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	1 061 097	560 443	1 350 729	2 972 269
Bastia	2 161 553	9 866	1 125 774	3 297 193
Bonifacio	255 533	15 303	...	270 836
Calvi	79 350	72 339	302 599	454 288
Figari	451 439	451 439
L'Île-Rousse	446 307	592	...	446 899
Porto-Vecchio	114 337	23 616	...	137 953
Propriano	136 744	8 719	...	145 463
Ensemble	4 254 921	690 878	3 230 541	8 176 340
Evolution 2013/2012	- 3,0 %	- 15,6 %	7,9 %	- 0,3 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Trafic Maritime

Seuls les ports de l'Île-Rousse et Bonifacio progressent

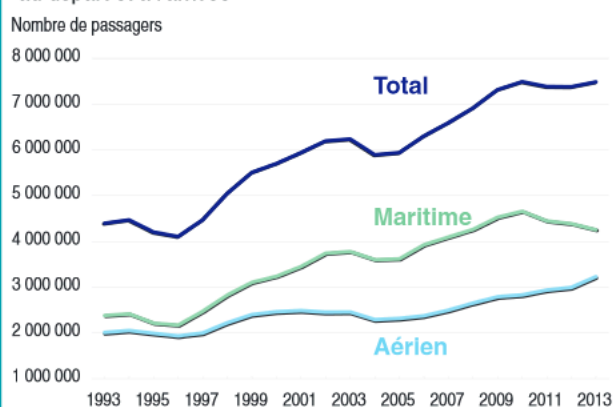
En milliers de passagers, au départ et à l'arrivée

Ports	2011	2012	2013	Evol 2013/2012 (%)
Ajaccio	1 179	1 150	1 061	- 7,7
Bastia	2 278	2 172	2 162	- 0,5
Bonifacio	241	252	256	1,6
Calvi	154	170	79	- 53,5
L'Île-Rousse	366	385	446	15,8
Porto-Vecchio	130	142	137	- 3,5
Propriano	98	116	114	- 1,7
Corse-continent	3 116	3 189	3 041	- 4,6
Corse-Italie	1 331	1 198	1 214	1,3
Total Corse	4 447	4 387	4 255	- 3,0

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Aérien : le cap des 3 millions de passagers franchi en 2013

Evolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

La Corsica Ferries conserve et renforce son leadership sur la desserte maritime avec 63 % de part de marché hors Sardaigne contre 25 % pour la SNCM, 7 % pour La Méridionale et 4 % pour la Moby Lines.

Croissance de l'aérien grâce aux trafics Low Cost

A l'inverse des trafics maritimes, les trafics aériens continuent de progresser en 2013. Avec 3,2 millions de passagers ils augmentent fortement de 8 % et atteignent un nouveau record. Leur croissance est assurée par les lignes françaises mais surtout par les lignes étrangères qui bénéficient d'une forte hausse de fréquentation (+ 20 %). La progression des trafics sur l'étranger résulte notamment des bons résultats sur la Suisse (+ 33 %), l'Allemagne et la Belgique (+ 12 %).

Comme en 2012, les compagnies aériennes Low Cost assurent seules la croissance de l'aérien et compensent le recul des trafics maritimes. En 2013, 13 nouvelles lignes ont été inaugurées dont 9 par la compagnie Volotea. Aussi, les principales compagnies Low Cost (Easyjet, Germanwings, Ryanair, XL Airways, Volotea, SN Brussels et Norwegian) accueillent 673 800 passagers cette année et progressent de 45 % par rapport à 2012. En deux ans, les trafics Low Cost ont doublé. Fin 2013, ils représentent 21 % des trafics aériens totaux, 16 % des français et 57 % des étrangers. Ils sont concentrés à 83 % sur les cinq mois d'été.

Les aéroports d'Ajaccio et de Bastia, qui captent 88 % des trafics Low Cost, progressent fortement (resp. + 11 % et + 12 %) et enregistrent leurs meilleurs niveaux historiques. Ceux de Calvi et Figari sont en recul. Les trafics sur Paris, Marseille et Nice diminuent. En revanche, l'aéroport de Nantes double ses trafics cette année (144 500 passagers), surclasse Lyon et devient la 4^e destination de l'île, après Paris, Marseille et Nice.

Les trafics de marchandises demeurent en baisse

Avec 2,2 millions de tonnes nettes transportées, entrées et sorties cumulées, les trafics maritimes de marchandises reculent à nouveau en 2013 (- 6 % après - 4 % en 2012). Comme en 2012, la baisse concerne tous les types de fret. Elle est particulièrement importante sur les entrées de ciment en vrac (- 16 %). Les trafics rouliers (entrées + sorties) sont en retrait de 6 %, avec - 6 % sur la France et - 1 % sur l'Italie.

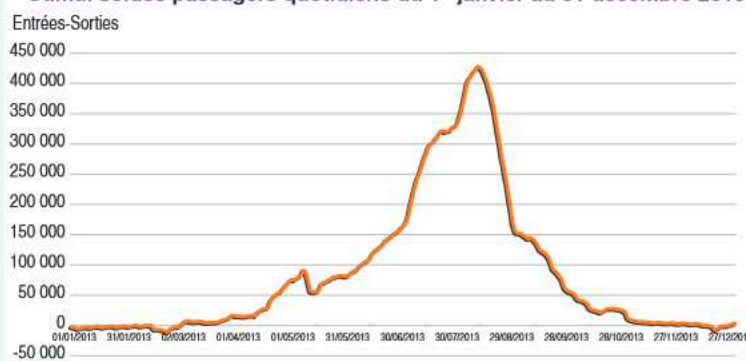
Bruno BATTESTI
Observatoire Régional des Transports
www.ortc.info

La Corse accueille

400 000 personnes supplémentaires mi-août

Du 11 juillet au 26 août, en plein cœur de l'été, le solde des arrivées et départs de passagers se traduit par la présence quotidienne d'au moins 250 000 personnes supplémentaires sur le territoire insulaire. Le pic se situe entre le 7 et le 17 août, avec un solde excédant les 400 000 voyageurs. En particulier, le 12 août 2013, la Corse accueille 438 800 personnes de plus que le 22 février, jour d'étiage des trafics.

Cumul soldes passagers quotidiens du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Trafic Aérien

Les aéroports d'Ajaccio et Bastia en hausse

En milliers de passagers, au départ et à l'arrivée

Aéroports	2011	2012	2013	Evol 2013/2012 (%)
Ajaccio	1 176	1 219	1 351	10,8
Bastia	1 025	1 003	1 126	12,3
Calvi	294	313	302	- 3,5
Figari	444	459	451	- 1,7
Total Corse	2 939	2 994	3 230	7,9
dont Corse-continent	2 674	2 703	2 883	6,7

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Trafic Aérien français

Forte croissance des lignes hors Marseille, Nice et Paris

En milliers de passagers, au départ et à l'arrivée

Aéroports	2011	2012	2013	Evol 2013/2012 (%)
Marseille	667	650	633	- 2,6
Nice	302	305	295	- 3,3
Paris	1 450	1 427	1 410	- 1,2
Autres destinations	255	321	545	69,8

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Tous les types de fret impactés par le recul

Trafics maritimes de marchandises français et étrangers

En tonnages nets

	2011	2012	2013	Evol 2013/2012 (%)
Entrées : Roll	1 448 137	1 413 690	1 348 028	- 4,6
Ciment en vrac	130 906	121 833	102 137	- 16,2
Hydrocarbures	553 500	512 840	492 260	- 4,0
Gaz liquide	28 871	25 943	24 371	- 6,1
Total entrées	2 161 414	2 074 306	1 966 796	- 5,2
Sorties : Roll	247 246	243 150	221 716	- 8,8
Total entrées+sorties	2 408 660	2 317 456	2 188 512	- 5,6

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Embellie dans les campings et stagnation dans les hôtels en 2013

En 2013, après deux années de baisse, la fréquentation des hôtels et des campings progresse, portée par l'augmentation des touristes étrangers. Toutefois, ce bon résultat cache des évolutions contrastées selon le type d'hébergement. La fréquentation des campings redémarre, grâce à une hausse conjointe du nombre d'emplacements occupés et du nombre moyen de campeurs par emplacement. En revanche, celle des hôtels stagne, suite à la désaffection de la clientèle française.

Au cours de l'année 2013, malgré une conjoncture économique morose, la fréquentation cumulée des hôtels et des campings repart à la hausse. La Corse enregistre 7 millions de nuitées, soit une progression de 8 % par rapport à l'année 2012. Cette nette augmentation fait suite à deux

années consécutives défavorables et s'inscrit dans la tendance haussière des trafics passagers.

Les touristes étrangers contribuent pour moitié à la hausse des nuitées bien qu'ils ne représentent qu'un tiers de la clientèle des établissements touristiques. Les nationalités globalement les plus présentes demeurent allemandes et italiennes.

Fréquentation à la hausse dans les campings

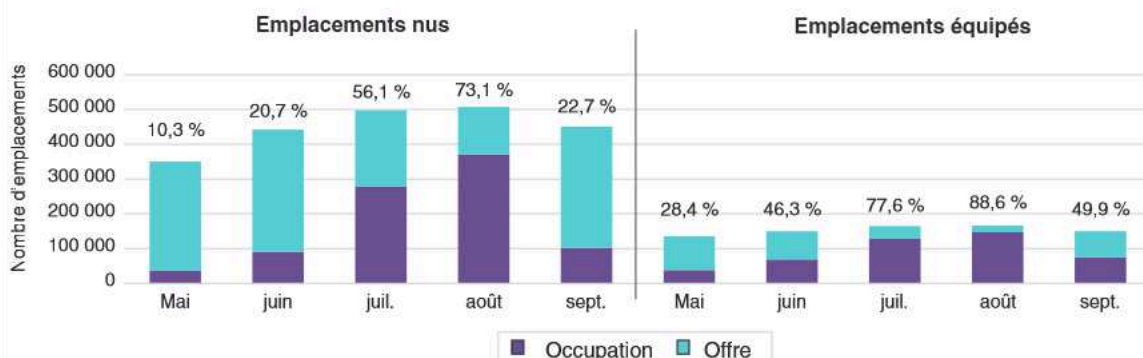
L'hôtellerie de plein air a attiré un grand nombre de touristes en 2013. Au cours des mois de mai à septembre cumulés, les campings de Corse enregistrent 4,1 millions de nuitées, soit une hausse de 15 % sur un an, consécutive à une stabilité de la fréquentation en 2012. Cette bonne saison est liée à une nette progression du nombre d'emplacements occupés (+ 5 %) associée à une augmentation du nombre moyen de personne par emplacement. Parallèlement à ces résultats favorables, le nombre d'emplacements disponibles durant la saison s'est développé. Ainsi, l'occupation des campings est stable entre 2012 et 2013. Cette année, les campings de

Fréquentation dans les hôtels et les campings de Corse en 2013

	Nuitées 2013	Evolution sur 1 an (%)	Part de nuitées de clientèle étrangère (%)	Durées moyennes de séjour (jours)	Nombre moyen de personnes par unité d'hébergement*
Ensemble	7 006 600	8,1	32,9	3,4	2,4
Hôtels	2 899 400	-1,0	26,4	2,2	1,8
Campings	4 107 200	15,3	37,4	5,5	3,1
Dont : Nus	2 560 900	15,2	43,9	4,4	2,9
Équipés	1 546 300	15,5	26,6	9,1	3,4

* Unité d'hébergement : Chambre pour les hôtels et emplacement pour les campings
 Source : Insee, DGCIS, Enquêtes de fréquentation touristique.

Evolution mensuelle de l'offre et de l'occupation des campings de Corse en 2013
 Taux d'occupation mensuels en %



Lecture : En juillet 2013, sur les 500 000 emplacements nus disponibles, 280 000 sont occupés, soit un taux d'occupation de 56,1 %
 Source : Insee - DGCIS, Enquêtes de fréquentation touristique.

3 étoiles ou plus continuent de tirer leur épingle du jeu, avec un taux d'occupation sur la saison de 46 % contre 40 % pour les 1 et 2 étoiles.

Les emplacements nus bénéficient de la plus grosse part de fréquentation, celle-ci tend toutefois à diminuer au profit des emplacements équipés. Ces derniers regroupent 38 % des nuitées passées dans les campings en 2013 contre 35 % en 2010.

Les étrangers apprécient particulièrement l'hôtellerie de plein air où ils représentent 37 % de la fréquentation. Les clientèles venant de Suisse et du Benelux se positionnent au côté des clientèles allemandes et italiennes dans le top 4 des campeurs étrangers.

Année moyenne dans les hôtels

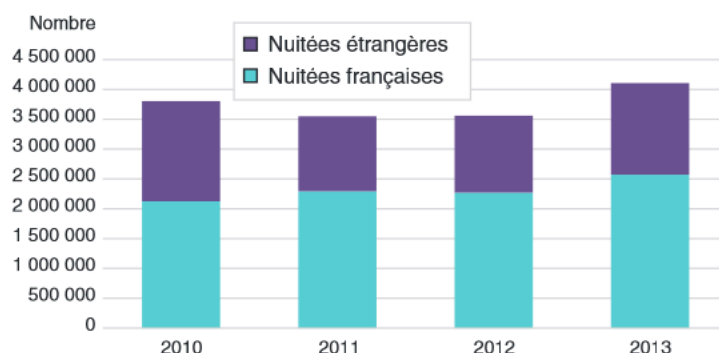
Durant l'année 2013, les touristes ont passé 2,9 millions de nuitées dans les hôtels insulaires, soit une légère baisse de 1 % sur un an (après - 1,8 % en 2012). Cette relative stabilité résulte de séjours plus courts, malgré des arrivées en augmentation.

Cette évolution est due uniquement à un recul de fréquentation des touristes français. Les nuitées étrangères augmentent mais ne suffisent pas à compenser la contraction des nuitées françaises. En effet, les étrangers ne représentent qu'un quart de la clientèle hôtelière. Les Belges sont particulièrement présents dans les hôtels en Corse au côté des Italiens et des Allemands.

Le taux d'occupation dans l'hôtellerie est stable, résultant d'une légère diminution quasi-semblable du nombre de chambres occupées (- 0,5 %) et offertes (- 0,7 %). Au sein des hôtels classés, ceux de 4 étoiles et plus bénéficient de la meilleure occupation.

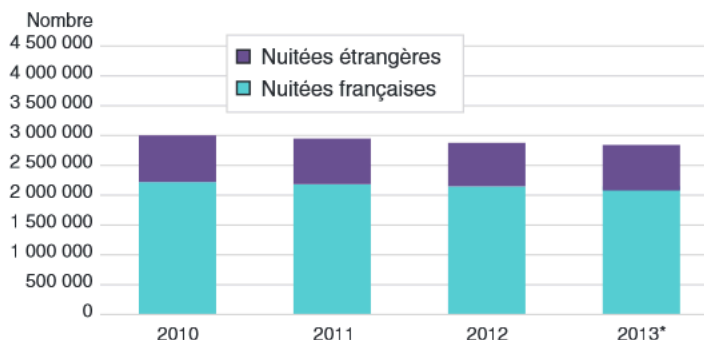
Barbara LUQUET

Evolution des nuitées françaises et étrangères dans les campings de Corse de 2010 à 2013



Source : Insee - DGCIS, Enquêtes de fréquentation touristique.

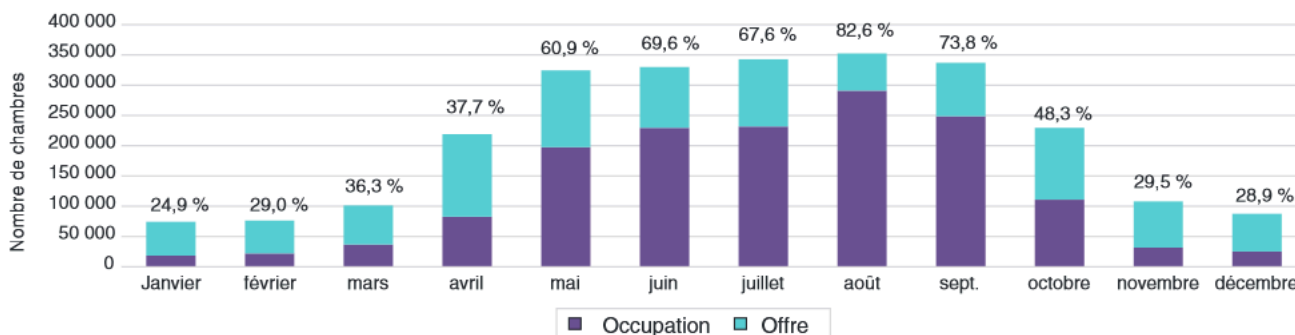
Evolution des nuitées françaises et étrangères dans les hôtels de Corse de 2010 à 2013



* Données 2013 corrigées (voir méthodologie)

Source : Insee - DGCIS, Enquêtes de fréquentation touristique.

Evolution mensuelle de l'offre et de l'occupation des hôtels de Corse en 2013 Taux d'occupation mensuels (en %)



Lecture : En mars 2013, sur les 102 000 chambres disponibles, 37 000 sont occupées, soit un taux d'occupation de 36,3 %

Source : Insee - DGCIS, Enquêtes de fréquentation touristique.